La conjoncture économique du 1er trimestre 2016

Tous les indicateurs sont au vert sauf le commerce extérieur - hausse de l'investissement, de la consommation et de l'emploi

Conseil, Recherche et Formation en Relations Sociales

3 rue Bayard – 59 000 LILLE

Tél : +33 3 20 47 15 24 – Fax : +33 3 20 31 91 82

www.orseu.com

Édito

Les chiffres du 1er trimestre confirment la reprise économique constatée en 2015. La croissance accélère (+0.6%) suite à la hausse importante de la consommation des ménages et de l'investissement. Elle s'est accompagnée par des créations d'emplois dépassant le seuil à partir duquel le chômage commence à refluer. De plus, les emplois créés sont très majoritairement des emplois marchands et peu d'emplois aidés. Avec un tel niveau d'emplois créés, l'économie entre en fin dans une phase de croissance auto-entretenue où la hausse des créations d'emplois soutient la consommation qui elle-même pousse les entreprises à investir et à créer davantage d'emplois.

Ce processus autoentretenu est jusqu'à présent alimenté par une inflation faible synonyme de gains de pouvoir d'achat et de plus de consommation. Avec la hausse du prix de pétrole, l'inflation devrait remonter progressivement durant les mois à venir. L'effet de faible inflation devra donc s'estomper. En l'absence d'autres relais pour soutenir le pouvoir d'achat, on peut craindre un ralentissement de la demande interne aux trimestres suivants, ce que prévoit d'ailleurs l'INSEE dans sa note de conjoncture de juin 2016. Si les exportations continuent de se tasser, cette prévision de ralentissement risque de se concrétiser.

A défaut de la relance des exportations, ce sont les salaires et la poursuite des créations d'emplois qui devront soutenir la demande adressée aux entreprises. Au 1er trimestre, ces deux facteurs étaient favorables puisque les salaires ont accéléré et les emplois étaient plus dynamiques que prévu. Le sort de la croissance dépendra donc clairement des choix que seront faits par les entreprises sur l'utilisation de leurs marges économiques entre d'une part, l'investissement, l'emploi et la relance des salaires et d'autre part, le renforcement de la compétitivité, leur désendettement et la rémunération du capital.

Un autre facteur qui peut relancer la consommation est l'utilisation de l'épargne des ménages. Cette épargne atteint un niveau élevé alors que les taux d'intérêt sont très faibles. Cela peut pousser les ménages à faire des arbitrages favorables à la consommation. Une hypothèse plausible selon les enquêtes de conjoncture qui prédisent la prédisposition des ménages à faire de gros achats prochainement (équipements domestiques, informatiques, automobile, etc.). Mais cette consommation, davantage tournée vers les biens importés, peut ne pas être favorable à la croissance économique et creuser le déficit de commerce extérieur qui s'est dégradé durant les deux derniers trimestres. Certes, le CICE a amélioré la compétitivité- coût des entreprises françaises et a permis de redresser fortement leurs marges économiques. Mais la bataille de la compétitivité hors coût est loin d'être gagnée. C'est ce type de compétitivité qui permet d'orienter la consommation vers des biens de qualité produits localement. Pour cela, les entreprises doivent amplifier leurs investissements dans l'innovation, la qualité des produits et dans le capital humain. On peut se féliciter de la forte hausse de l'investissement au 1er trimestre, mais il faut se rappeler que cette hausse est très largement en deçà de son niveau habituellement constaté en phase de reprise du cycle économique. Si on prend comme exemple les deux récessions majeures de 1987 (krach boursier) et 1997 (crise monétaire asiatique), la reprise économique s'est accompagnée par une hausse de l'investissement de près de 9,5% en moyenne par trimestre contre une moyenne de 5% ces deux derniers trimestres (en glissement annuel). Il faut donc amplifier l'investissement des entreprises et l'orienter davantage vers l'innovation.

Avertissement : *cette note est rédigée avant le référendum sur le maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne. En conséquence, l'analyse ne pouvait pas tenir en compte des éventuelles conséquences du Brexit sur la conjoncture économique.*

SOMMAIRE

Édito 2
Synthèse de la conjoncture (chiffres du T1 2016 ou T4 2015) 4
1. La croissance en France plus forte que prévu au 1er trimestre 5
La croissance française dans la moyenne européenne 5
Les prévisions de croissance du FMI 5

2. L'investissement et la consommation tirent la croissance au 1er trimestre 6
une reprise solide au 1er trimestre (+0.6%) 6

3. La production se stabilise dans l'industrie et l'agriculture ; elle accélère dans les services et la construction 7
La production industrielle se stabilise (0.3%) 7
L'activité dans le tertiaire progresse fortement (+1.1%) 8
La production agricole se stabilise 8
La construction renoue avec la croissance après 4 années de baisse, ... 9

4. Les effets de la politique de l'offre 9
4.1. Le coût du travail progresse moins vite 9
4.2. Les marges des entreprises progressent 10
4.3. Le taux d'investissement progresse légèrement 11

5. Hausse continue des créations d'entreprises et stabilisation des faillites 12
5.1. Forte augmentation des créations d'entreprises 12
5.2. Stabilisation des faillites et des redressements judiciaires des entreprises 13

6. L'emploi se redresse sensiblement 14
Création nette de 154 000 emplois salariés sur un an 14
Les créations d'emplois dans le privé dépassent le seuil à partir duquel le chômage recule 14

7. Le taux de chômage se stabilise à 9,9% 15
Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie diminue en mars et en avril 16

8. Une inflation toujours faible qui profite au pouvoir d'achat 17
L'inflation diminue au 1er trimestre et se redresse en mars 17
Les salaires accélèrent légèrement au 1er trimestre 17
Le pouvoir d'achat du salaire moyen progresse suite à une baisse de l'inflation 18
Hausse du pouvoir d'achat du revenu disponible 18

9. Baisse de la dette publique et du déficit public au 4e trimestre 20
Niveau de la dette publique au sens de Maastricht en milliards d'euros et en points de PIB 20
Le déficit public s'améliore de 7,6 milliards en 2015 20

Index pour mieux comprendre 21

Synthèse de la conjoncture (chiffres du T1 2016 ou T4 2015)

PIB	↗	**+0.6% au T1** *2 085 M€ en 2015*	La croissance économique (+0.6%) a été supérieure aux attentes (+0.4%). Désormais, la prévision de croissance pour l'ensemble de l'année dépasse les 1.5%, le seuil permettant de faire reculer le chômage.
La production	↗	**+0.7% au T1** *3706 M€ en 2015*	La hausse de la production se poursuit (+0.7% après 0.6% au T4 2015) grâce aux services (+1.1%) alors que l'industrie marque le pas (+0.3%). La reprise de l'activité dans la construction se confirme et se stabilise dans l'agriculture.
Consommation des ménages	↗	**+1.0% au T1** *1111 M€ en 2015*	La consommation a progressé plus fortement au 1er trimestre, boostée par la hausse du pouvoir d'achat. Elle reste le principal moteur de la croissance en France.
Investissement total du pays	↗	**+1.6% au T1** *442.9 M€ en 2015*	L'investissement redevient un moteur de croissance de plus en plus solide. Il enregistre une hausse inédite depuis 2010. Toutes ses composantes sont au vert y compris les dépenses d'investissement des ménages qui a progressé pour la première fois depuis 6 ans. L'investissement des entreprises enregistre sa plus forte hausse en un trimestre depuis 2008. De son côté, l'investissement public augmente également après 3 années de baisse.
Invest. des entreprises	↗	**+2.4% au T1** *(66.1 M€ au T1)*	
Invest. des ménages	↗	**+0.3% au T1** *(25.2 M€ au T1)*	
Invest. public	↗	**+0.9% au T1** *(18.4 M€ au T1)*	
Exportations	~	**0.0% au T1** *(160.8 M€ au T1)*	Le commerce extérieur se dégrade pendant les deux derniers trimestres et cela malgré un prix de pétrole et un taux de change favorables. Les exportations se sont redressées au 4e trimestre 2015 mais stagnent au 1er trimestre 2016.
Taux de marge des entreprises	↗	**31.7% au T4** *(89.1 M€ au T4)*	Le taux de marge continue de progresser et selon les prévisions de l'INSEE le mouvement devra s'amplifier en 2016. Il se rapprochera de son niveau d'avant crise en fin d'année.
Taux d'utilisation des capacités de production	↗	**+1.3 point au T1** *(82.1 % au T1)*	Avec la hausse de la production industrielle, les entreprises ont utilisé un peu plus leur capacité de production. Cela s'est accompagné par des créations d'emplois plus nombreuses. Dans l'industrie, l'emploi salarié diminue mais compensé par l'intérim.
Défaillances d'entreprises	~	**0,3% au T1** *(45 fermetures de plus)*	Le nombre de faillites des entreprises (hors microentreprises) se stabilise après une diminue de 3.2% au 4e trimestre. Les faillites se poursuivent dans les très petites entreprises alors qu'elles diminuent sensiblement dans les PME et notamment dans l'industrie. Dans le même temps, la dynamique des créations d'entreprises se renforce et pendant ce 1er trimestre on constate une hausse des créations aussi bien des entreprises classiques que des microentreprises.
Créations d'entreprises	↗	**+2.6% au T1** *(+3456 créations de plus)*	
Emploi marchand	↗	**+0.3% au T1** *(+40 400 créations nettes)*	La croissance économique s'est accompagnée par une plus forte création d'emplois notamment dans le secteur marchand. Désormais, le nombre d'emplois créés a atteint le niveau permettant d'absorber la totalité de la hausse de la population active et permettre ainsi au chômage de reculer.
Taux de chômage	~	**0.0 p au T1** *(9.9% ; -3 000 au T1)*	Le chômage se stabilise au 1er trimestre après avoir baissé légèrement précédemment. Fait inédit depuis des années, le chômage des séniors recule. Ce sont les créations d'emplois qui ont permis la baisse du chômage dans cette classe d'âge. En revanche, le chômage des jeunes augmente. Pour 2016, l'INSEE prévoit le recul du taux de chômage à 9.5% en fin d'année.
Demandeurs d'emplois	↗	**-0.5%** *(-19 000 au T1)*	Le nombre de demandeurs d'emplois diminue au 1er trimestre de 19 000 personnes en moyenne par mois. En mars et en avril, leur nombre a reculé de 79900 personnes.
Salaire moyen de base	~	**+0.4%** *(au T1)*	Le salaire moyen de base a légèrement accéléré au 1er trimestre (+0.4% après +0.2%). Avec une inflation négative, le pouvoir d'achat du salaire moyen progresse fortement de +0.9%, ce qui explique la hausse de la consommation.
Inflation	↘	**-0.5%** *(au T1)*	Le taux d'inflation moyen du 1er trimestre est négatif mais sur les deux derniers mois connus (avril et mai), les prix augmentent de 0.5% en moyenne. La remontée des prix est due au redressement des cours de pétrole et de produits alimentaire de saison. En revanche, les prix des biens industriels continuent de baisser.

1. La croissance en France plus forte que prévu au 1er trimestre

La croissance française dans la moyenne européenne

	2014	2015	T4 2015	T1 2016
Zone euro	0,9%	1,5%	0,3%	0,5%
Allemagne	1,6%	1,5%	0,3%	0,7%
Espagne	1,4%	3,2%	0,8%	0,8%
France	0,6%	1,3%	0,4%	0,6%
Italie	-0,4%	0,8%	0,2%	0,3%
Royaume-Uni	2,9%	2,2%	0,6%	0,4%
États-Unis	2,4%	2,5%	0,3%	0,1%

Eurostat

La reprise constatée en Europe et plus particulièrement en France en 2015 se confirme au 1er trimestre 2016. Le PIB français a accéléré de 0.6%, soit une croissance légèrement supérieure à la moyenne de la zone euro (0.5%). L'Allemagne et l'Espagne font un peu mieux (+0.7 et +0.8% respectivement) alors que l'Italie et le Royaume Uni enregistrent une plus faible croissance (0.3 et 0.4% respectivement).

Les facteurs de l'accélération de la croissance sont différents selon les pays. En France, c'est la consommation et l'investissement des entreprises qui ont porté la croissance. En Allemagne c'est l'investissement et le commerce extérieur c'est-à-dire les facteurs traditionnels du modèle allemand. Alors qu'en en Espagne, la consommation et la dépense publique ont été à l'origine de la forte croissance du pays.

On observe également que les politiques budgétaires des quatre principales économies de la zone euro sont redevenues moins restrictives. La dépense publique a progressé partout mais avec des rythmes différents. En Allemagne, elle s'accroît de 0.5%, en France de 0.4%, en Espagne de 0.8% et en Italie de 0.2%. De son côté, la consommation des ménages a fortement augmenté en France et en Espagne (1% et 0.9%) et ralentit en Allemagne et en Italie (0.4% et 0.3%). L'Allemagne persiste donc dans son orthodoxie budgétaire et pénalise ainsi la demande interne européenne.

Les prévisions de croissance du FMI

	Croissance réalisée en %		Projection : avril 2016		Révisions de la prévision par rapport à janvier	
	2014	2015	2016	2017	2016	2017
Zone euro	**0.9**	**1.5**	**1.5**	**1.6**	**-0.2**	**-0.1**
Allemagne (28%)*	1.6	1.5	1.5	1.6	**-0.2**	**-0.1**
France (21%)	0.6	1.3	1.1 (1.5)**	1.3	-0.2	-0.2
Italie (19%)	-0.4	0.8	1.0	1.1	-0.3	-0.1
Espagne (12%)	1.4	3.2	2.7	2.3	-0.1	0.0
USA	**2.4**	**2.5**	**2.4**	**2.5**	**-0.2**	**-0.1**
Japon	0.0	0.6	0.5	-0.1	-0.5	-0.4
Royaume-Uni	2.9	2.2	1.9	2.2	-0.3	0.0
Pays Emergents	**4.6**	**4.0**	**4.1**	**4.6**	**-0.2**	**-0.1**
Russie	0.6	-3.7	-1.8	0.8	-0.8	-0.2
Chine	7.3	6.9	6.5	6.2	0.2	0.2
Production mondiale	**3.4**	**3.1**	**3.2**	**3.5**	**-0.2**	**-0.1**
Commerce mondial	**3.4**	**2.6**	**3.1**	**3.8**	**-0.3**	**-0.3**
Prix du pétrole	**-7.5**	**-47.1**	**-31.6**	**17.9**	**-14.0**	**3.0**
Inflation (pays avancés)	**1.4**	**0.3**	**0.7**	**1.5**	**-0.4**	**-0.2**

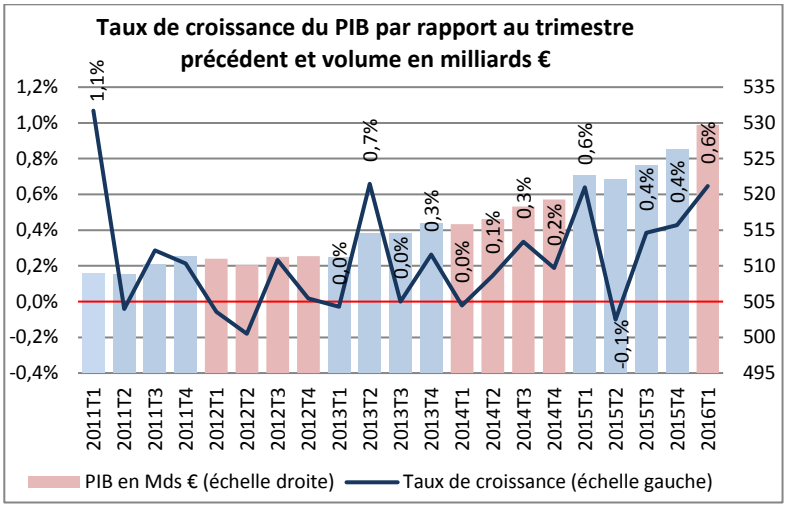
Source : FMI - * part dans le PIB de la zone euro ; ** prévision actualisée pour la France en mai 2016.
Lecture : en avril 2016, le FMI prévoit une croissance de la zone euro de 1.5% en 2016, soit -0.2 point par rapport à sa prévision de janvier dernier.

Dans ses dernières estimations en avril dernier, le FMI a abaissé les perspectives de croissance économique pour la plupart des grandes économies. Les principaux facteurs à risque avancés par l'institution sont la fragilité économique des pays émergents et la lente reprise en Europe. Mais ces prévisions souffrent d'une grande incertitude. Pour la France par exemple, le FMI a révisé à la hausse sa prévision de croissance (1.5%) en mai après l'avoir abaissée en avril à 1.1% contre 1.3% en janvier. Les fluctuations de l'économie mondiale complexifient en effet les prévisions de court terme. Si les nouvelles en provenance de la Chine sont moins alarmistes qu'elles ne l'étaient il y a quelques mois, la situation en Amérique latine (Brésil, Venezuela, Argentine) inquiète et pèse sur l'économie mondiale.

De plus, le prix du baril remonte à 50 $ actuellement contre 35$ en janvier dernier, soit +47%. Cela risque d'affecter le pouvoir d'achat dans les mois à venir si cette tendance sur le marché pétrolier se poursuit. L'euro de son côté se maintient à niveau bas (1.12$) mais augmente légèrement (+2.7% par rapport à janvier). Malgré le caractère auto-entretenu de la croissance actuelle en France, qui se consolide au vu des derniers chiffres de l'emploi, les facteurs externes (pétrole et commerce mondial) demeurent un risque important à prendre en compte.

2. L'investissement et la consommation tirent la croissance au 1er trimestre

une reprise solide au 1er trimestre (+0.6%)



Insee, comptes nationaux trimestriels

La croissance au 1er trimestre 2016 est estimée à 0.6% alors que l'INSEE s'attendait à 0.4%. Cette bonne nouvelle est due à la dynamique de la consommation des ménages et aux investissements des entreprises.

Rappelons que l'INSEE a révisé à la hausse son estimation de la croissance pour l'année dernière à 1.3% au lieu de 1.2%. En 2014, la croissance s'établit à 0.6% au lieu de 0.3% estimée précédemment. Une croissance de 1.6% en 2016 est désormais réaliste affirme l'INSEE.

Ces chiffres confirment une fois de plus l'amélioration de la situation économique. Cela s'est accompagné par des créations d'emplois plus dynamiques. Au 1er trimestre 2015, on compte 160 000 créations nettes d'emplois sur un an dans l'économie marchande. En incluant l'emploi non marchand (hors fonction publique), ces créations s'élèvent à 187 000 emplois. Ce chiffre dépasse le seuil des 150 000 créations nécessaires pour faire reculer le chômage ; le seuil qui correspond à la hausse de la population active. Au-delà de ce seuil, on estime que la croissance est entrée dans un processus auto-entretenu : la baisse du chômage entraine la hausse de la consommation qui alimente la croissance économique, et donc des créations d'emplois supplémentaires.

L'évolution des composantes de la croissance

	Par trimestre		Par an	
	T4 15	T1 16	2014	2015
PIB	0,4%	0,6%	0.6%	1,3%
Consommation Ménages	0,0%	1,0%	0.7%	1.5%
Consommation publique	0,4%	0,4%	1.5%	1.4%
Investissement total	1,2%	1,6%	-0.1%	1.0%
dont: Entreprises	1,9%	2,4%	1.6%	2.8%
Public	0,7%	0,9%	-5.7%	-3.8%
Ménages	0,0%	0,3%	-3.5%	-0.8%
Exportations	0,8%	0,0%	3.3%	6,1%
Importations	2,5%	0,6%	4.7%	6.6%
Contributions				
Demande intérieure	0,3	1,0	0.7	1.3
Variation de stocks	0,7	-0,2	0.5	0.2
Commerce extérieur	-0,6	-0,2	-0.5	-0.3

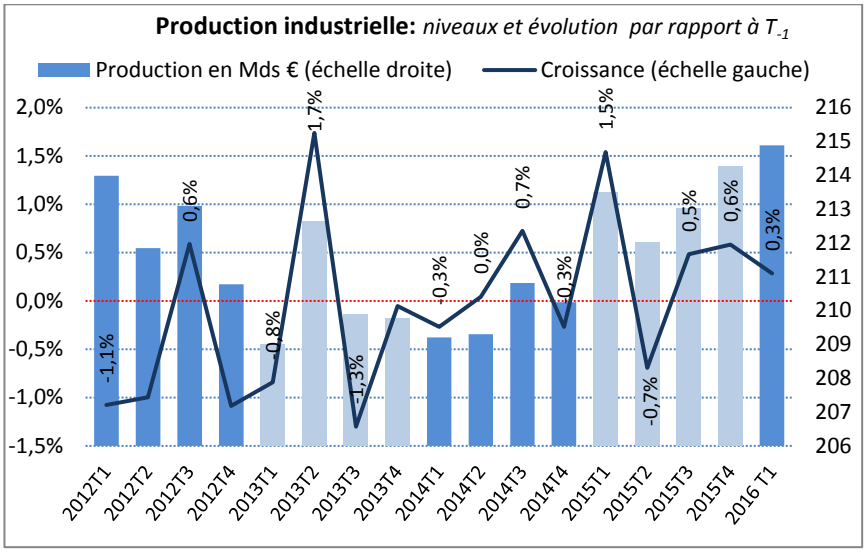
Forte de cette dynamique de l'emploi, mais aussi du pouvoir d'achat, la consommation des ménages a fortement augmenté au 1er trimestre (+1%). Les ménages renouent avec la consommation mais surtout avec l'investissement dans l'immobilier. En effet, les dépenses d'investissements des ménages se sont accrues (+0.3%) pour la première fois depuis 2013. Les entreprises ont également relancé plus fortement leurs investissements (+2.4% après 1.9% au trimestre précédent). Avec l'amélioration de leur marge et la hausse de la consommation, elles sont incitées à augmenter leur investissement et leur production. Cette dernière accélère en ce 1er trimestre (+0.7%).

De son côté, l'Etat et les collectivités locales ont relancé l'investissement public depuis fin 2015 : +0.9% après +0.7% au trimestre précédent. Il s'agit du 2e trimestre de hausse de l'investissement public après une baisse sans discontinuité depuis 2012.

Au regard de ces chiffres, on peut constater que tous les indicateurs macroéconomiques sont au vert, à l'exception du commerce extérieur en berne, ce qui est tout à fait prévisible étant donné le ralentissement du commerce international. Les exportations françaises ont stagné au 1er trimestre (0% après 0.8% au trimestre précédent) et les importations ont ralenti (0.6% après 2.5% au trimestre précédent). Au final, le déficit du commerce extérieur (au sens de l'INSEE) s'est creusé de 1 milliard. Par contre, les Douanes indiquent une stabilisation du déficit extérieur à 13.1 milliards. En incluant les services, le déficit est atténué mais se creuse (-6.9 milliards contre -5.3 milliards au trimestre précédent).

3. La production se stabilise dans l'industrie et l'agriculture ; elle accélère dans les services et la construction

La production industrielle se stabilise (0.3%)



Insee, comptes nationaux trimestriels
Données CVS-CJO

Tirée par la consommation, la production globale du pays a sensiblement augmenté au 1er trimestre : +6.7 milliards, soit +0.7%.

La production dans l'industrie à faiblement progressé (+0.3%) alors que la consommation des ménages pour les biens manufacturés a sensiblement augmenté (+1.7% de consommation de biens industriels). Cela s'explique par l'effet différé de la consommation sur la production. Les entreprises utilisent leurs stocks pour répondre à la demande immédiate et ce n'est qu'après coup qu'elles augmentent la production pour reconstituer les stocks. Les chiffres macroéconomiques montrent un recours croissant aux stocks pour satisfaire la demande, ce qui s'est traduit par le ralentissement de la croissance de l'industrie. Mais selon les chiffres d'avril, la production augmente fortement (+1.3%) pour reconstituer les stocks.

La branche de Matériels de transport notamment l'automobile a vu sa production se redresser au 1er trimestre. Les achats d'automobiles ont en effet rebondi de 2.4%. La branche Energie (+1%) a également bénéficié de la hausse de la consommation, mais moins fortement que d'habitude en raison de températures supérieures à la normale de la saison. Quant au raffinage, la production a baissé de 2.8% après +5.6% au trimestre précédent. Il fallait donc absorber le surplus des stocks avant de relancer la production.

L'agro-alimentaire et la fabrication de biens d'équipements (informatiques, électroniques et optiques) ont connu une baisse de leur production (-1%) alors que les autres industries ont stagné (+0.1%).

Taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie manuf.

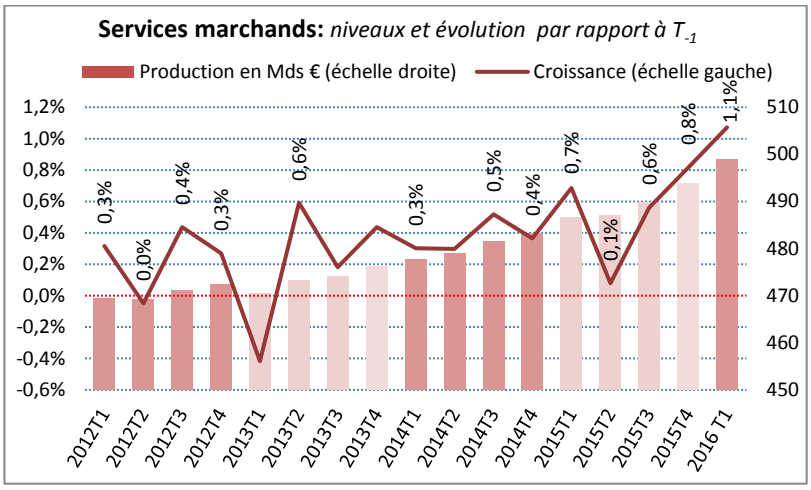
Années		Industrie	Agro. Alim	Equip. Electr.	Matériels Transport	Autres industries
Moyenne 2000 -2007		85,3	82,6	82,8	89,3	85,2
2015	Janvier	80,7	81,3	77,3	81,9	80,4
	Avril	82,3	81	78,2	88,1	81,4
	Juillet	82,3	82	80	84	82
	Octobre	82,2	82,4	78.7	86,6	81,1
2016	Janvier	80,9	82,0	76,9	87,0	80,8
	Avril	82,1	80,8	78,0	86,4	81,8

Insee, Enquête de la conjoncture dans l'industrie

Le taux d'utilisation des capacités de production dans les entreprises industrielles enregistre 1.2 points de progression, ce qui porte le niveau à 82.1% des capacités utilisées au 1er trimestre. Ce rebond est synonyme d'amélioration des perspectives de production pour le 2e trimestre. Rappelons que la production industrielle s'est stabilisée au 1er trimestre mais reprend plus fortement en avril. Par contre ce rebond n'est pas un mouvement général. Certaines branches ont réduit leur capacité de production, ce qui est le cas dans la fabrication des matériels de transport et l'agroalimentaire, alors que d'autres l'ont augmenté comme dans la fabrication des équipements et les autres industries.

La hausse de l'utilisation des capacités de production dans l'industrie est parfois synonyme de besoins en travail. Cela peut bénéficier donc au temps de travail ou à l'emploi. En réalité cela bénéficie à l'emploi intérimaire qui a augmenté d'un peu plus de 15 000 selon nos estimations et non à l'emploi salarié qui a été diminué de -8400 postes.

L'activité dans le tertiaire progresse fortement (+1.1%)



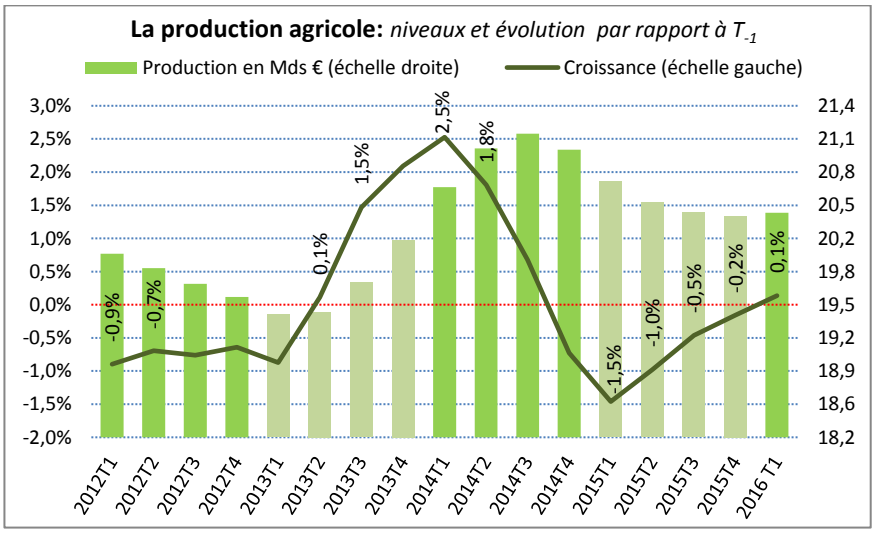
Insee, comptes nationaux trimestriels - Données CVS-CJO

Le secteur tertiaire demeure le moteur de la reprise actuelle. Au 1er trimestre, les services progressent de 1.1%, soit la plus forte croissance enregistrée depuis 2011. Précisons que l'INSEE a revu à la hausse la croissance du secteur du 4e trimestre (0.8% au lieu de 0.5%).

Cette reprise s'est accompagnée par de nombreuses créations d'emplois dans les services marchands : +46 000 créations nettes au 1er trimestre, hors intérim. Sur un an, 153 000 emplois salariés ont été créés dans les services.

Toutes les branches des services ont bénéficié d'une hausse de l'activité y compris dans l'hébergement et la restauration durement affectée par le contexte sécuritaire. Cette branche a progressé de 1.3% et a créé 3000 emplois. Le commerce a également réalisé une belle croissance avec 1.4% de ventes et a contribué de 11 000 créations nettes d'emplois. Le transport enregistre la même performance des ventes et créé 4000 emplois. La branche la plus créatrice d'emplois reste les services aux entreprises avec +0.8% de son activité et 24000 emplois créés en un trimestre.

La production agricole se stabilise



Insee, comptes nationaux trimestriels
Données CVS-CJO

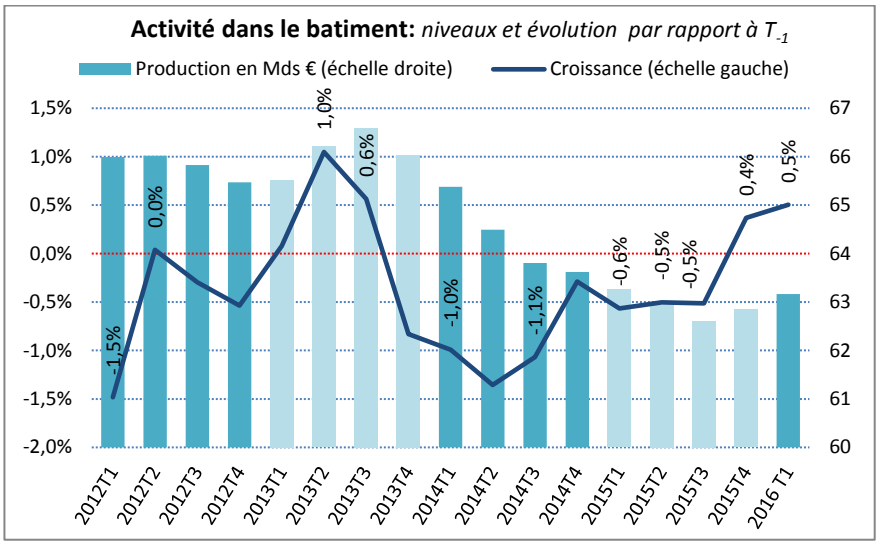
La production agricole en volume (hors effet de l'évolution des prix) se stabilise au 1er trimestre comme au trimestre précédent. Mais en incluant l'effet de la baisse des prix des produits alimentaires, la production agricole perd 1.4% de sa valeur.

Les tendances selon les filières sont légèrement différentes. Alors que l'élevage enregistre un léger mieux, les cultures subissent un léger repli du fait des températures moins favorables à la production. Malgré le redressement des prix porté par les produits de saison, la production peine à augmenter. En effet, la demande provenant de l'industrie alimentaire semble décliner au 1er trimestre.

Concernant la filière animalière, la production augmente pour les viandes (volaille, porcine, bovine et ovine). Pour la viande de volaille, c'est la demande interne qui a tiré la production alors que les exportations ont reculé. Contrairement à la viande rouge, ce sont les exportations qui ont contribué à la hausse de la production alors que la demande interne recule.

Concernant la production de lait et de matières lactées, elle a augmenté en France mais aussi en Europe conduisant ainsi à une hausse des stocks et à un déséquilibre entre l'offre et la demande. Les prix sont toujours orientés à la baisse en attendant que les mesures prises récemment par le gouvernement puissent produire leurs effets.

La construction renoue avec la croissance après 4 années de baisse,



Insee, comptes nationaux trimestriels
Données CVS-CJO

Le secteur de la construction continue de progresser au 1er trimestre après son redressement au trimestre précédent.

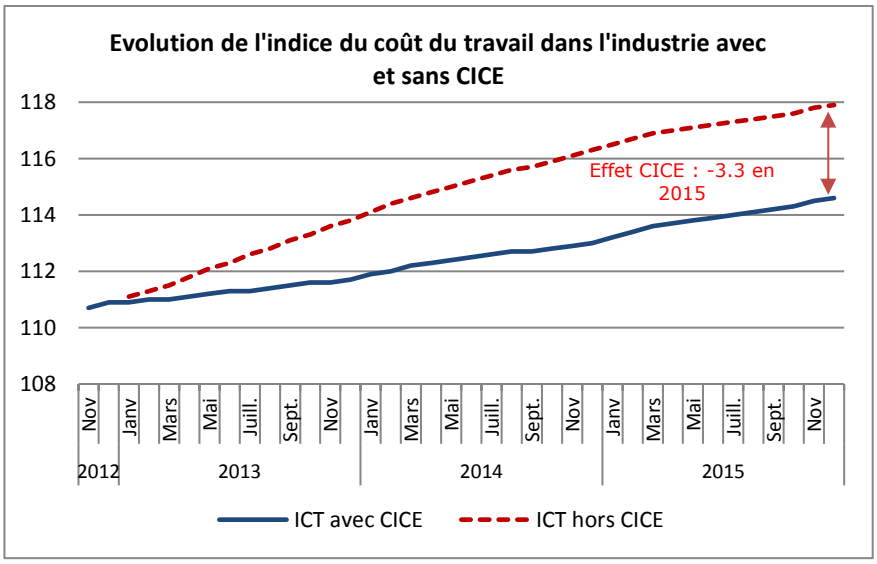
En termes d'autorisations de construction (logements autorisés à la construction), leur nombre a reculé de 3.5% au dernier trimestre mais les mises en chantier ont légèrement progressé.

Les chiffres de l'INSEE sont exprimés en valeur monétaire incluant ainsi la taille des chantiers commencés. Ils concernent à la fois le bâtiment et les travaux publics. En revanche, les chiffres du ministère du logement sur les autorisations et mises en chantier concernent uniquement le bâtiment et expriment l'évolution physique.

La croissance de l'activité dans le BTP telle que mesurée par l'INSEE peut s'expliquer par la reprise des investissements en travaux publics (+0.9% des dépenses publiques d'investissement) et par la hausse de mises en chantier ainsi que de taille des projets immobiliers. Sur le plan de l'emploi, on constate un solde positif de l'emploi dans le secteur (+800 emplois) pour la première fois depuis 2011.

4. Les effets de la politique de l'offre

4.1. Le coût du travail progresse moins vite



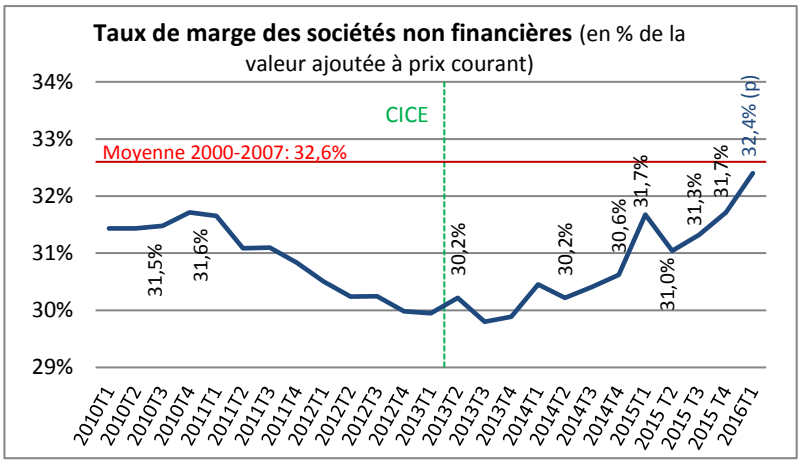
La politique de l'offre se caractérise par la mise en place du CICE en 2013 complétée par les mesures du pacte de responsabilité à partir de 2015. Il s'agit pour l'essentiel de la réduction du coût du travail et de la fiscalité qui pèsent sur les entreprises. Concrètement, le CICE est une réduction d'impôts équivalente à 6% des salaires en dessous de 2,5 SMIC. Cela représente une économie pour les entreprises estimée à 20 milliards en 2015. A cela s'ajoute 11 milliards d'économies au titre du pacte de responsabilité dont les mesures prennent effet progressivement entre 2015 et 2017. Ces mesures consistent en la réduction des cotisations familiales acqu-ittées par les employeurs, la réduction puis la suppression de la C3S (taxe sur le chiffre d'affaires) et enfin, la baisse progressive de l'IS à partir de 2016. D'autres mesures prises récemment, notamment l'aide de 2000 € à l'embauche dans les PME viennent renforcer cette politique. Avec cette aide, un emploi au SMIC est totalement exonéré de cotisations sociales.

La politique de l'offre ne se limite pas à ces mesures fiscales et sociales au bénéfice des entreprises. D'autres mesures structurelles sont en œuvre ou annoncées, comme la flexibilisation du marché du travail et la simplification administrative (choc de simplification).

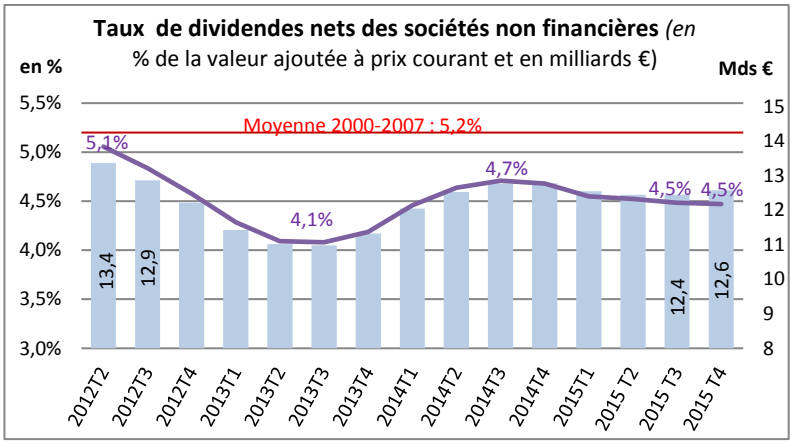
Taux de croissance de l'indice du coût du travail (ICT) dans l'industrie manufacturière			
	ICT avec le CICE	ICT sans le CICE	Effet CICE en points de croissance de l'ICT
2013	1,44%	2,5%	-1,04 point
2014	1,08%	2,5%	-1,43 point
2015	1,28%	1,72%	-0,44 point

Lecture : en 2015, l'ICT avec le CICE a progressé de 1,28%. Sans le CICE, il aurait augmenté de 1.72%. L'effet du CICE est de 0.44 point (1.7% -1.3%).

4.2. Les marges des entreprises progressent



INSEE, Comptes nationaux et Indicateurs de la conjoncture
Champ : sociétés hors entrepreneurs individuels. En prenant en compte ces derniers, le taux de marge est de 35% en 2012.



Les chiffres sur la marge économique des entreprises non financières sont publiés avec un trimestre de retard. La marge économique correspond à l'excédent brut d'exploitation : la part de la valeur ajoutée qui reste à l'entreprise après paiement des salaires, des cotisations sociales et des taxes.

Avec le CICE, le coût du travail progresse beaucoup plus lentement et moins vite que la productivité. En conséquence, **le taux de marge** augmente significativement pour atteindre 31.7% au 4e trimestre 2015. Selon l'estimation de l'INSEE, il s'élèverait à 32.4% au 1er trimestre 2016 et se rapproche ainsi de son niveau d'avant crise. Cette amélioration provient en partie des mesures de la baisse du coût du travail et en autre partie de la baisse des prix de pétrole.

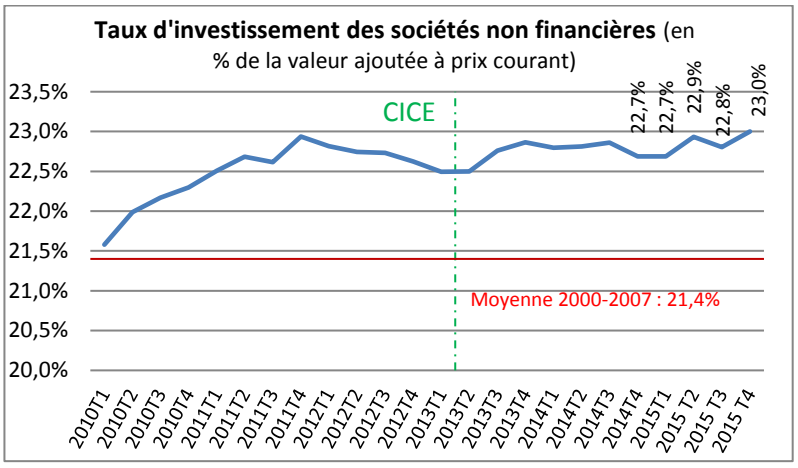
Cette marge est utilisée différemment par les entreprises entre les salaires, l'emploi, l'investissement ou les dividendes. En ce qui concerne les salaires, **leur augmentation faiblit depuis 3 ans malgré une légère accélération au 1er trimestre**. Avec une inflation nulle en 2015 et négative au 1er trimestre 2016, le pouvoir d'achat du salaire moyen a progressé en conséquence.

Concernant l'emploi, les chiffres de 2015 montrent une **nette amélioration avec une création nette de 109 000 emplois salariés marchands**. Au 1er trimestre 2016, l'emploi continue d'accélérer : +40 000 emplois. Selon l'INSEE, l'emploi marchand devra augmenter solidement de 139 000 en 2016.

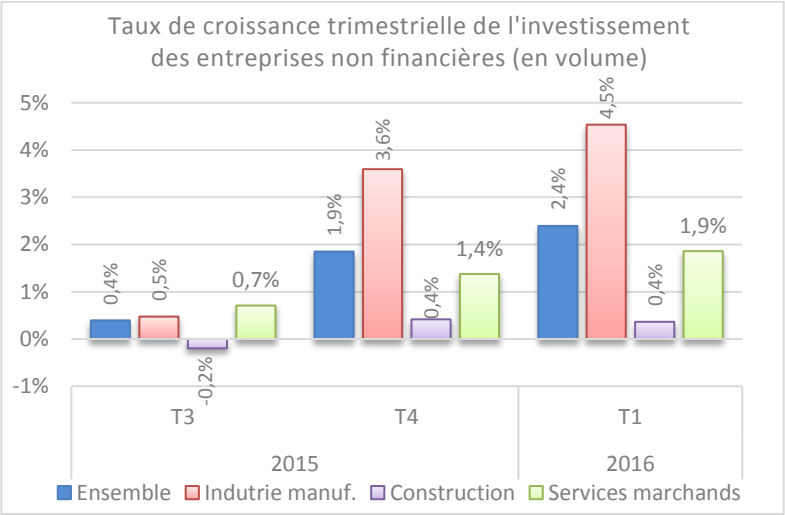
Concernant les dividendes, on constate une stabilisation du taux de dividendes nets distribués par les entreprises depuis 2014, après avoir légèrement augmenté en 2013. Malgré cette stabilisation, la France reste le pays qui distribue le plus de dividendes en Europe loin devant l'Allemagne (34 milliards distribués en Allemagne contre 47 à 50 milliards en France). Certains experts expliquent que cela est dû à la présence de grandes entreprises en nombre plus élevé en France comparativement aux autres pays. Ces groupes sont ceux qui distribuent le plus de dividendes notamment quand les actionnaires majoritaires sont non européens. En effet, les dividendes sont sur-augmentés par les entreprises pour compenser la perte de change suite à la baisse de l'euro. La hausse des dividendes s'explique aussi, dans, certains secteurs, par « la contrainte » de compenser la perte de la valeur des actions. Ceci est le cas des valeurs pétrolières par exemple.

Cette politique de distribution de dividendes peut pénaliser l'investissement et l'emploi quand la situation économique de l'entreprise est fragile, ce qui est le cas encore pour une partie des entreprises françaises.

4.3. Le taux d'investissement progresse légèrement



Insee, comptes nationaux



Insee, comptes nationaux

Croissance par trimestre (comptes des SNF, en valeur)

		Valeur ajoutée	EBE	Investissement	Dividendes nets
2014	T1	-0,1%	1,8%	-0,4%	6,3%
	T2	-0,1%	-0,8%	0,0%	4,0%
	T3	0,4%	1,0%	0,6%	2,0%
	T4	0,7%	1,4%	-0,1%	0,1%
2015	T1	1,1%	4,5%	1,1%	-1,8%
	T2	-0,4%	-2,3%	0,7%	-0,9%
	T3	1,0%	1,9%	0,4%	0,0%
	T4	1,2%	2,5%	2,1%	1,0%
2016	T1	-	-	-	-

INSEE comptes des agents.

Concernant l'investissement, qui est l'un des principaux objectifs de la politique de l'offre, on observe **une reprise de plus en plus soutenue** depuis deux trimestres. Au 1er trimestre, les entreprises ont augmenté de 2.4% leurs investissements après 1.9% au trimestre précédent. Selon les projections de l'INSEE (juin 2016), l'investissement des entreprises devrait augmenter à un rythme inédit depuis 2007, soit +4.7% contre +2.8% en 2015.

Tous les secteurs sont concernés par cette reprise y compris l'industrie et à un degré moindre la construction. Mais les services sont à l'origine de 66% de l'accroissement de l'investissement suivi par l'industrie à hauteur de 38% en 2015. Au 1er trimestre 2016, ce rapport est inversé : plus de deux tiers des nouveaux investissements sont industriels et moins d'un tiers sont tertiaires. L'investissement des entreprises de BTP commence à peine à redémarrer.

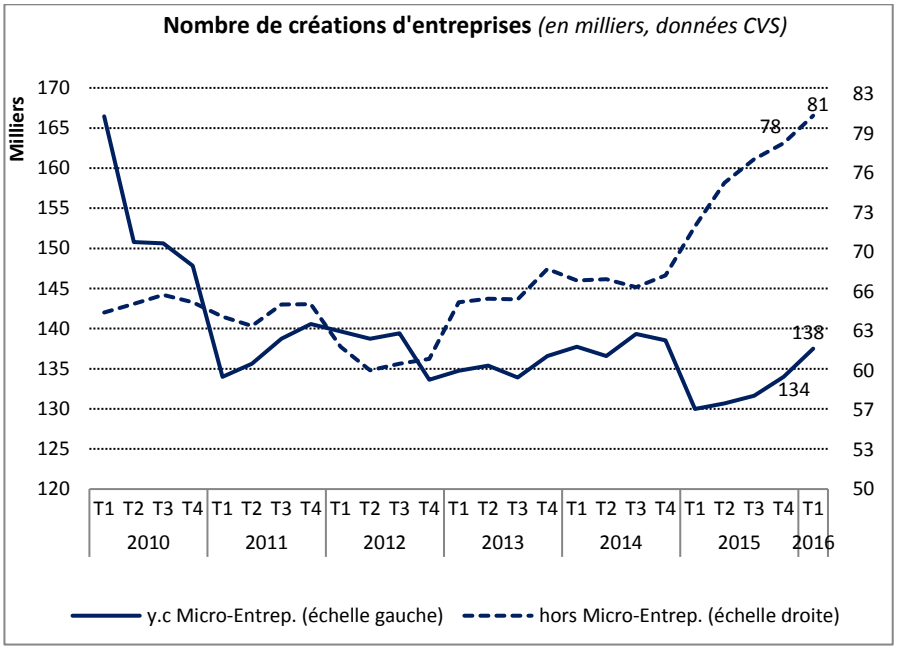
Ainsi, la progression du taux de marge semble bénéficier actuellement à l'investissement. En 2016, le taux de marge devra continuer de croitre sous l'effet des mesures du pacte de responsabilité et des gains de productivité (INSEE). Il devra s'établir à 32.4%, soit quasiment son niveau de longue période. L'investissement devra en conséquence redevenir un accélérateur de la croissance du PIB.

Cette perspective est appuyée par les intentions d'investissement des entreprises. En avril, elles anticipent une augmentation de 7% de leur investissement et confirment ainsi cette prévision annoncée en janvier dernier. C'est dans l'agro-alimentaire et l'industrie des biens d'équipement que les anticipations d'investissement sont les plus fortes (+13% chacune). Dans la fabrication de matériels de transports et les autres industries, la hausse serait moins forte (3 à 4%).

Trois ans et demi après les premières mesures de la politique de l'offre, les effets économiques commencent donc à se concrétiser sur l'emploi et l'investissement. L'effet sur les salaires reste mitigé (ralentissement de leur croissance), ce qui est prévisible dans un contexte de chômage élevé. Les dividendes se stabilisent bien que leur montant soit le plus élevé en Europe. En revanche, l'effet sur la compétitivité est ambigu. Les exportations ont progressé (gains de parts de marché sur certains produits), mais le déficit extérieur hors énergie se creuse avec la dégradation de la compétitivité de certaines branches industrielles comme la fabrication de biens informatiques et électroniques.

5. Hausse continue des créations d'entreprises et stabilisation des faillites

5.1. Forte augmentation des créations d'entreprises



Insee, Indicateurs de conjoncture
Champ : secteur marchand hors activités agricoles

La tendance de la hausse des créations d'entreprises se poursuit et s'amplifie en 2016. Les défaillances se stabilisent en revanche.

Le nombre de créations d'entreprises (hors micro-entrepreneurs, cf. index pour la définition) continue de progresser depuis fin 2014.

Au 1er trimestre 2016, la hausse des créations hors microentreprises est de 2.9%. Cette fois ci, le nombre d'inscrits au régime d'autoentreprises a également augmenté significativement, soit +2.6% après +1.8% au trimestre précédent.

Cette forte reprise des créations d'entreprises concerne toutes les branches économiques y compris la construction. Pour cette dernière, il s'agit de la première hausse de créations d'entreprises depuis deux ans (+3.7%). La seule activité dont les créations se sont stabilisés est la restauration (+0.6%) affectée par les événements sécuritaires. Par ailleurs, sous l'effet de la loi Macron, le transport par autocar connait une formidable expansion avec une croissance de 15% en moyenne par trimestre. Enfin, l'industrie bénéficie de +2.5% de nouvelles implantations après une forte baisse en 2015 (-15%).

Variation des créations d'entreprises (cumul sur une année, données CVS-CJO)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	
						Mars	Avril
Hors micro-entrepreneurs	257 984	242 474	264 730	268 603	302 389	26 812	26 887
Variation	-1,2%	-6,0%	9,2%	1,5%	12,6%	4,1%	0,3%
Avec micro-entrepreneurs	548 918	551 407	540 646	552 220	526 235	45 396	46 225
Variation	-10,9%	0,5%	-2,0%	2,1%	-4,7%	2,9%	1,8%

Insee, Indicateurs de conjoncture
Champ : secteur marchand hors activités agricoles
Lecture : en 2015, le nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs a augmenté de 12.3% par rapport à avril 2014.

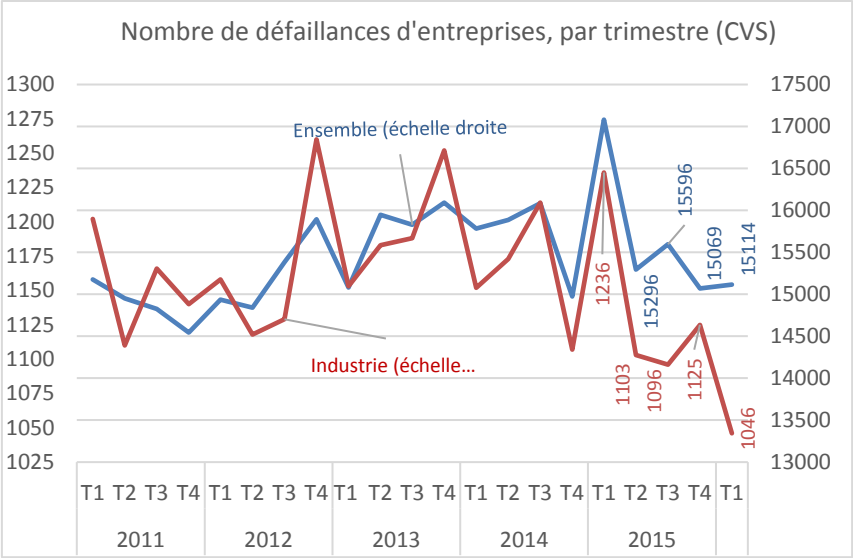
Variation trimestrielle des créations d'entreprises (CVS-CJO)

Croissance par rapport au trimestre précédent	2014			2015				2016
	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	
Hors micro-entrepreneurs	0,2%	-1,0%	1,5%	6,0%	5,0%	2,6%	1,7%	2,9%
Avec micro-entrepreneurs	-0,8%	2,0%	-0,6%	-6,2%	0,5%	0,7%	1,8%	2,6%

Insee, Indicateurs de conjoncture

5.2. Stabilisation des faillites et des redressements judiciaires des entreprises

Evolution trimestrielle des faillites d'entreprises



Banque de France.

Le nombre de défaillances d'entreprises (faillites et redressements judiciaires) se stabilise au 1er trimestre 2016 (+0.3%) après avoir baissé de 3.4% au trimestre précédent.

Cette stabilisation masque une disparité selon les secteurs et tailles d'entreprises. Si l'industrie affiche une forte baisse (-7.5%) sur l'ensemble du 1er trimestre, les autres secteurs ont connu une légère hausse. Ceci est le cas notamment des très petites entreprises. Ces dernières sont celles qui sont en marge de l'amélioration de la situation économique du pays. Hors les TPE, les PME affichent quant à elles une baisse de faillites sur le 1er trimestre (-3.3% après -5.1% au trimestre précédent).

Evolution mensuelle des défaillances d'entreprises (CVS)

	Ensemble	Industrie	PME	Ensemble	Industrie	PME
mars-16	5128	333	322	6,6%	1,8%	16,2%
févr-16	4811	327	277	-7,0%	-15,3%	-9,8%
janv-16	5175	386	307	0,9%	2,1%	4,1%
déc-15	5128	378	295	-2,4%	-5,3%	-15,5%
nov-15	5252	399	349	12,0%	14,7%	19,1%
oct-15	4689	348	293	-12,0%	-6,2%	-14,3%
sept-15	5328	371	342	5,3%	1,4%	-1,4%
août-15	5062	366	347	-2,8%	1,9%	14,9%

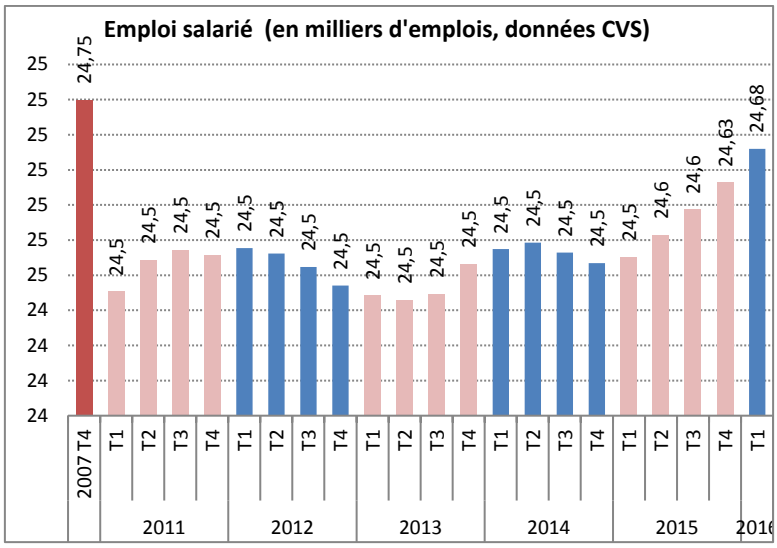
Banque de France

La reprise économique s'accompagne donc par une stabilisation des faillites d'entreprises bien que les très petites entreprises soient jusqu'à présent à l'écart de cette tendance. C'est dans l'industrie et notamment les PME où la situation s'améliore plus nettement. Les chiffres des créations d'entreprises confirment également la solidité de cette tendance à l'amélioration puisque tous les secteurs connaissent une hausse du nombre d'entreprises créées y compris dans l'industrie et la construction, deux secteurs très affectés par la crise économique depuis 2009.

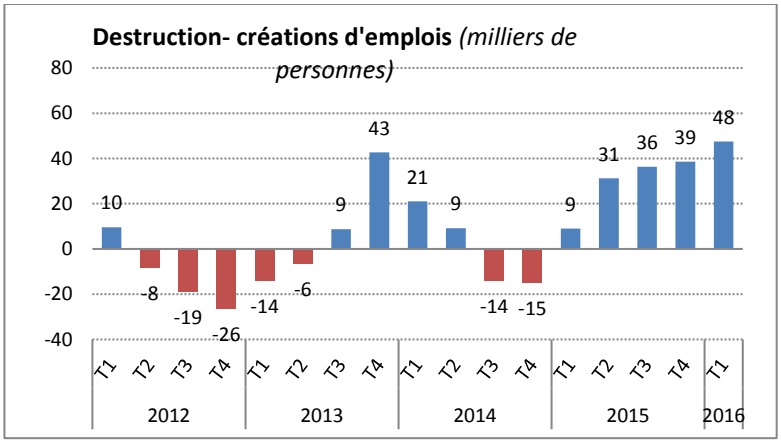
Le redressement de la marge économique des entreprises d'une part et la reprise de la demande (consommation des ménages et de l'investissement privé et public) d'autre part, ont permis de restaurer un peu plus la confiance des banques vis-à-vis des entreprises. C'est ce que montrent les chiffres sur le crédit. L'accès au crédit augmente sensiblement pour les PME : au 1er trimestre 83% des demandes de crédit de trésorerie des PME sont satisfaites contre 77% et 75% en 2015 et 2014. Même les TPE bénéficient de ce mouvement mas moins que les PME. L'amélioration des conditions de crédit concerne également l'investissement puisque 94% des demandes d'investissements des PME et 84% de celles des TPE sont désormais acceptées par les banques.

6. L'emploi se redresse sensiblement

Création nette de 154 000 emplois salariés sur un an



Insee- comptes nationaux



Insee- comptes nationaux

L'emploi salarié total progresse sensiblement ces derniers trimestres et se rapproche ainsi de son niveau d'avant crise. Au dernier trimestre, il augmente de 48 000 personnes, soit la plus forte augmentation enregistrée en un trimestre depuis 2007.

Depuis l'année passée, **c'est le secteur privé qui créé des emplois alors que depuis 2012 les emplois créés le sont dans le secteur non marchand grâce notamment aux emplois aidés.** En effet, de 2012 à 2014, le secteur non marchand a créé 148 000 emplois et le secteur marchand en a détruit 184 000. Depuis l'année dernière, le secteur non marchand n'a créé que 43 000 emplois alors que le secteur marchand en a créé 109 000.

Dans l'industrie et la construction, L'emploi salarié continue de diminuer mais parallèlement, l'emploi intérimaire dans ces deux secteurs augmente quasiment de même proportion. En effet, l'emploi salarié enregistre une perte de 12 600 postes dans l'industrie et - 3800 dans la construction. En même temps, l'intérim progresse de 7800 emplois en ETP dans l'industrie et de 4200 dans la construction.

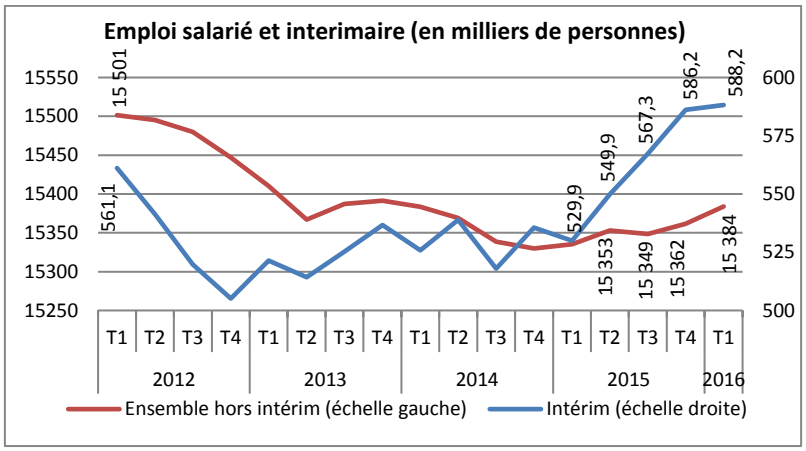
Les services marchands sont devenus la seule source de créations d'emplois depuis de nombreuses années. Au 1er trimestre, 39 000 emplois hors intérim ont été créés. En incluant l'intérim, ces créations s'élèvent à 50 000 emplois.

Au total, l'emploi marchand augmente au-delà du seuil à partir duquel le chômage recule, c'est-à-dire 150 000 personnes correspondant à la hausse de la population active.

Les créations d'emplois dans le privé dépassent le seuil à partir duquel le chômage recule

		Industrie	Tertiaire marchand hors intérim	Construction	Intérim	Ensemble marchand	
						Avec intérim	hors intérim
Niveau de l'emploi (en milliers)	T2 2015	3 141,5	10 882,8	1 328,8	549,9	15 903,0	15 353,1
	T3 2015	3 129,0	10 899,6	1 320,0	567,3	15 915,9	15 348,6
	T4 2015	3 120,6	10 927,5	1 313,4	586,2	15 947,7	15 361,5
	T1 2016	3 108,0	10 966,3	1 309,6	588,2	15 972,1	15 383,9
Variation en milliers	T2 2015	-7,6	34,3	-9,0	20,0	37,6	17,6
	T3 2015	-12,5	16,8	-8,8	17,3	12,9	-4,4
	T4 2015	-8,4	27,9	-6,6	18,9	31,8	12,9
	T1 2016	-12,6	38,8	-3,8	2,0	24,4	22,4
Variation trimestrielle en%	T2 2015	-0,2%	0,3%	-0,7%	3,8%	0,2%	0,1%
	T3 2015	-0,4%	0,2%	-0,7%	3,2%	0,1%	0,0%
	T4 2015	-0,3%	0,3%	-0,5%	3,3%	0,2%	0,1%
	T1 2016	-0,4%	0,4%	-0,3%	0,3%	0,2%	0,1%

Source : Insee, Dares. Champ : secteur marchand hors agriculture



Source : Dares

Après une hausse solide et ininterrompue depuis le début de l'année dernière, l'emploi intérimaire se stabilise au 1er trimestre de cette année, selon les chiffres provisoires de la DARES. Cela ne peut pas être interprété, au moins pour le moment, comme un essoufflement de la reprise. Bien au contraire, cette dernière est solide au 1er trimestre même si on doit s'attendre à un léger ralentissement au 2e et 3e trimestre (0,4% de croissance prévue par l'INSEE).

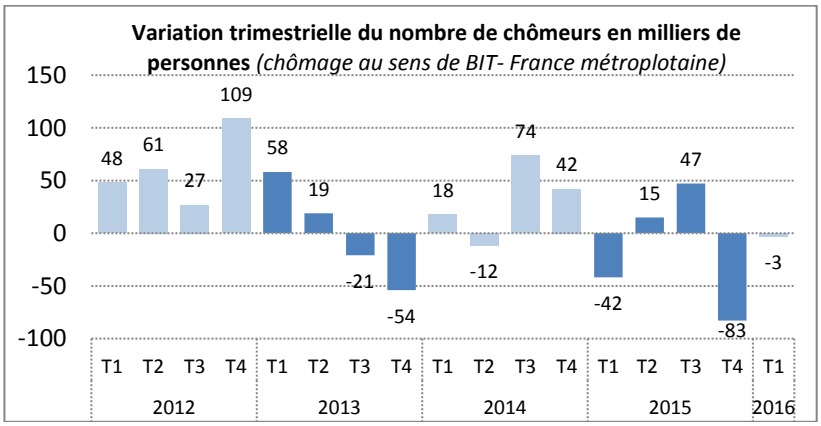
Si cette tendance à la stabilisation de l'intérim s'avérait confirmée par les chiffres définitifs à publier prochainement, on pourrait dire alors que l'intérim atteint un palier. Un phénomène bien connu en phase du haut de cycle où la croi--ssance économique va bénéficier davantage à l'emploi salarié et moins à l'emploi intérimaire. Mais les chiffres de l'emploi intérimaire en ETP publiés récemment montrent que la tendance ne faiblit pas. Bien au contraire elle s'accélère (+4%). En croisant les deux séries statistiques, on peut en déduire une hausse du temps de travail des emplois intérimaires.

7. Le taux de chômage se stabilise à 9,9%

Le chômage des jeunes progresse et celui des séniors diminue

	Sexe		Age			Ensemble
	H	F	15-24	25-49	>49	
T2 2008	**6,5**	**7,1**	**17,0**	**6,2**	**4,1**	**6,8**
T2 2012	**9,2**	**9,4**	**22,8**	**8,7**	**5,9**	**9,3**
T2 2013	10,1	9,8	22,9	9,2	6,5	9,7
T1 2014	10,1	9,5	23,0	9,2	6,8	9,8
T2 2014	10,0	9,5	23,1	9,2	6,5	9,8
T3 2014	10,2	9,8	23,7	9,4	6,7	10,0
T4 2015	10,5	9,7	24,0	9,5	6,8	10,1
T1 2015	10,4	9,6	24,1	9,5	6,5	10,0
T2 2015	10,6	9,5	23,6	9,4	7,0	10,1
T3 2015	10,7	9,6	24,3	9,5	7,1	10,2
T4 2015	10,4	9,4	23,9	9,2	6,7	9,9
T1 2016	10,3	9,4	24,2	9,3	6,5	9,9

Insee, France métropolitaine, Chômage au sens du BIT.



Source : INSEE, France métropolitaine.

Le chômage au sens du BIT est une définition universelle permettant les comparaisons internationales (cf. lexique en page 21). Cette définition est celle utilisée par l'INSEE pour calculer le taux de chômage.

Le taux de chômage (au sens de BIT) se stabilise au 1er trimestre à 9.9% après avoir diminué de 0.1 point au 4e trimestre. Pour 2016, l'INSEE prévoit la poursuite de cette baisse du chômage pour s'établir à 9.5%.

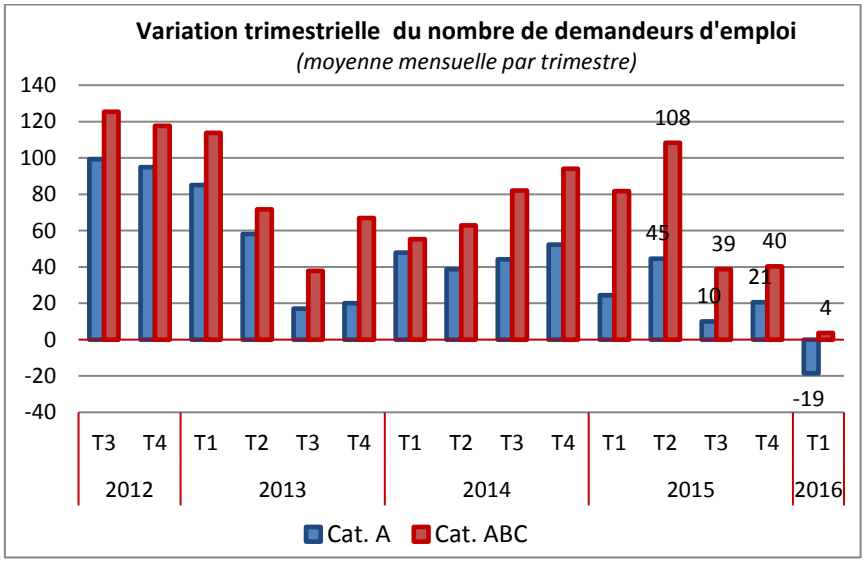
La hausse des créations d'emploi explique en grande partie la baisse du chômage constatée depuis le dernier trimestre 2015 et qui devra se poursuivre au 2e trimestre (9.8% au 2e trimestre puis 9.6% au 3e trimestre et 9.5% au dernier trimestre). Actuellement, cette embellie bénéficie davantage au chômage des séniors qui baisse de 0.2 point alors que celui des jeunes progresse de 0.3 point. En effet, le taux d'emploi des seniors a sensiblement progressé (+0.5 point au dernier trimestre) alors que le taux d'activité a progressé moins vite (+0.3 point en un trimestre). Une tendance inverse chez les jeunes où le taux d'emploi diminue (-0.1 point) alors le taux d'activité se stabilise.

Au total, le taux d'emploi qui renseigne sur la capacité d'une économie à créer et distribuer de la richesse a progressé de 0.2 point sur un trimestre et de 0.5 point sur un an.

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie diminue en mars et en avril

		Cat. A			Cat. ABC		
		Niveau en milliers	Variation m/m-1 milliers	Variation m/m-1 En %	Niveau en milliers	Variation m/m-1 milliers	Variation m/m-1 en %
2015	Aout	3 567,7	17,0	0,5%	5 416,5	13,8	0,3%
	Sept.	3 550,0	-17,7	-0,5%	5 425,5	9,0	0,2%
	Oct.	3 580,1	30,1	0,8%	5 439,9	14,4	0,3%
	Nov.	3 569,6	-10,5	-0,3%	5 447,7	7,8	0,1%
	Déc.	3 580,5	10,9	0,3%	5 478,0	30,3	0,6%
2016	Janv.	3 552,6	-27,9	-0,8%	5 459,7	-18,3	-0,3%
	Fév.	3 591,0	38,4	1,1%	5 462,8	3,1	0,1%
	Mars	3 531,0	-60,0	-1,7%	5 454,1	-8,7	-0,2%
	Avril	3 511,1	-19,9	-0,6%	5 397,0	-57,1	-1,0%

DARES, France métropolitaine
Source : INSEE, DARES



Lecture : au 1er trimestre 2016, le nombre de demandeurs d'emploi de Catégorie A baissé de 16 000 nouveaux inscrits en moyenne par mois.
Source : DARES.

Lexique

Le chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) comptabilise les personnes en âge de travailler (conventionnellement 15 ans ou plus) qui :
1) n'ont pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours de la semaine de référence ;
2) sont disponibles pour travailler dans les deux semaines ;
3) ont entrepris des démarches actives de recherche d'emploi dans le mois précédent, ou ont trouvé un emploi qui commence dans les 3 mois.

Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi :
La catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi ;
La catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
La catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois).

Le nombre de demandeurs d'emplois de catégorie A recule en mars et en avril. Sur les deux mois, on compte une baisse de cette catégorie de 80 000 personnes. En tendance moyenne sur le premier trimestre (janvier à mars), le nombre de demandeurs d'emplois de catégorie A a diminué de 19000 personnes en moyenne par mois. De son côté, l'INSEE établit un recul du chômage au deux derniers trimestres de 146 00 personnes en moyenne par mois.

Selon les données provisoires, **le halo autour du chômage** (personnes souhaitant travailler mais qui ne sont pas considérées comme chômeurs au sens du BIT pour manque de disponibilité ou de non recherche active d'emploi) aurait augmenté de 39 000 personnes au 1er trimestre contre + 30 000 au trimestre précédent. Sur un an, il diminue de 26000 personnes (-1.9%).

Le nombre de demandeurs d'emploi diminue pour le 2e mois de suite, ce qui est inédit depuis 2011. Cette baisse concerne toutes les classes d'âge : - 2,2% sur trois mois chez les jeunes, - 1.3% chez les 25-49 ans et -0.3% chez les plus de 50 ans. Sur un an, la baisse est encore plus importante chez les jeunes (-7.2%) alors que chez les sénior leur nombre augmente toujours (+5.3%).

Ces chiffres sur le marché du travail traduisent une amélioration incontestée de la situation économique. Par ailleurs, on observe une forte augmentation des cessations d'inscription à Pole Emploi (+56 000 personnes en avril) alors qu'elles étaient stables en mars et baissaient en février. Elle peut être due à une reprise de l'emploi non déclarée à Pôle emploi ou d'un oubli d'actualisation de la part de ces personnes. Les radiations sont stables depuis quasiment un an. On constate aussi la stabilisation du nombre de nouvelles entrées à Pôle emploi. Parmi les causes d'entrées, l'une des plus importantes est la reprise d'activité après une période d'inactivité qui a augmenté durant les deux derniers mois à un rythme élevé (+86% en trois mois) alors que cette cause était stable depuis plus d'un an. Toutes les autres causes d'entrée au chômage sont quasiment stables pendant les 3 derniers mois y compris les licenciements ou les fins de CDD.

8. Une inflation toujours faible qui profite au pouvoir d'achat

L'inflation diminue au 1er trimestre et se redresse en mars

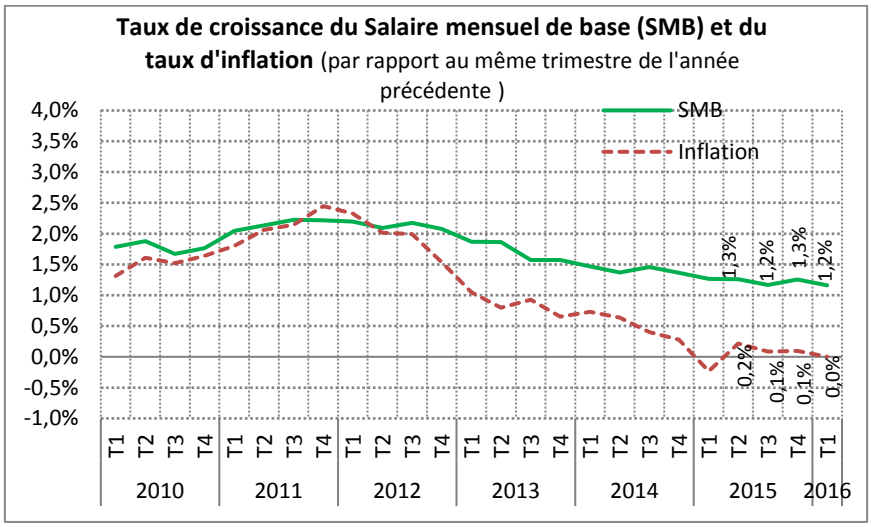
	Taux d'inflation global			Inflation mensuelle par famille de produits	mai 2016	
	Période	Taux mensuel	Taux annuel	en %	le dernier mois	sur 12 mois
2016	Avril	0,1%	-0,2%	**Ensemble des produits**	**0.1**	**-0.2**
	Mars	0,7%	-0,2%	Hors tabac	0.1	-0.2
2015	Février	0,3%	-0,2%	Alimentation	0.0	0.2
	Janvier	-1,0%	0,2%	Produits frais	-0.1	1.5
	Décembre	0,2%	0,2%	Produits manufacturés	-0.2	-0.6
	Novembre	-0,2%	0,0%	Produits de santé	-0.5	-3.6
	Octobre	0,1%	0,1%	Energie	0.3	-6.8
	Septembre	-0,4%	0,0%	dont pétrole	1.5	-12.1
	Août	0,3%	0,0%	Loyers, eau	0.0	0.4
	Juillet	-0,4%	0,2%	Services de santé	0.1	0.4
	Juin	-0,1%	0,3%	Transport	1.2	-3.1
	mai	0,2%	0,3%	Communication	1.2	2.1

Insee, Indice des prix à la consommation. Champ : France entière, base 100 en 1998

L'inflation semble se relever légèrement ces trois derniers mois. Elle se stabilise en avril après une sensible augmentation en mars (+0.7%). Mais sur l'ensemble du 1er trimestre et sur un an, elle est toujours négative. Si les produits alimentaires bénéficient d'une hausse notamment les produits de saison, les produits industriels, les produits de santé et le transport connaissent en revanche une baisse des prix par rapport à l'an dernier. Le pétrole et les produits dérivés bénéficient d'un léger mieux pendant les deux derniers mois mais ils sont toujours moins chers par rapport l'an dernier.

Le redressement de l'inflation constaté sur les deux derniers mois devra se poursuivre selon les estimations de l'INSEE. Ce dernier s'attend à un taux de 0.7% au 2e et au 3e trimestre. Si cela se produit, on peut désormais estimer que l'effet de l'inflation sur le pouvoir d'achat et donc sur la consommation s'amenuisera au fil des mois. Si les salaires ne prennent pas le relais, la consommation risque de ralentir. D'ailleurs, l'INSEE prévoit un ralentissement du pouvoir d'achat et de la consommation, toutes choses égales par ailleurs (+0.2% en moyenne par trimestre d'ici septembre). Cette nouvelle donne doit être intégrée dans les négociations annuelles sur les salaires, car négocier sur l'inflation passée (0% l'an dernier) alors que l'inflation future serait plus forte risquerait de désavantager les salariés.

Les salaires accélèrent légèrement au 1er trimestre



DARES. Champ : entreprises de 10 salariés et plus du secteur marchand non agricole

Le salaire moyen continue de progresser, mais lentement depuis 2012. Au dernier trimestre il affiche une légère accélération (+0,4%) mais sur l'ensemble de l'année sa croissance reste stable (+1.2%).

Les données macroéconomiques montrent que globalement les entreprises ont fait le choix de restaurer leur productivité et leur compétitivité. Ce choix s'est traduit par une modération dans la hausse du salaire et de l'emploi. L'industrie illustre parfaitement ce choix avec un gain de productivité de 3%, une baisse du coût unitaire de production de 2.8% (effet CICE et pétrole) et une hausse modérée des salaires (comparativement aux années précédentes et aux gains de productivité) de 1.7%.

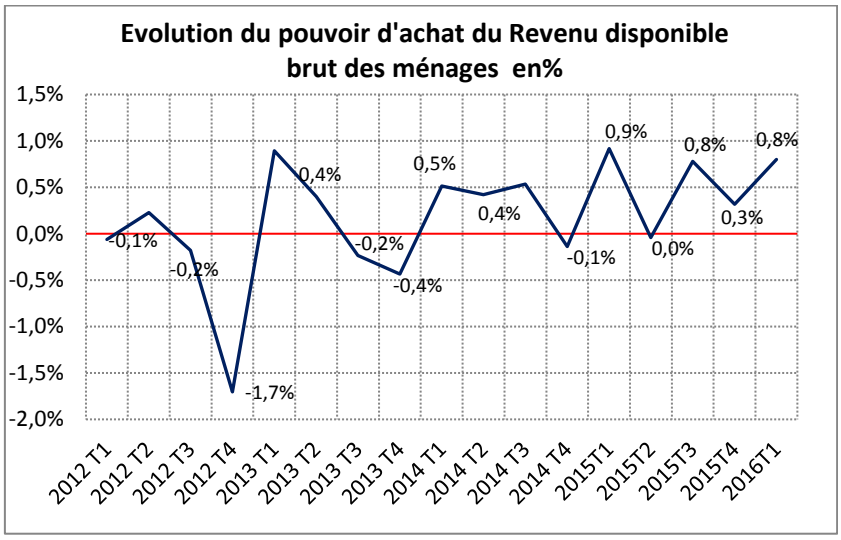
Le pouvoir d'achat du salaire moyen progresse suite à une baisse de l'inflation

	Croissance annuelle					*Croissance trimestrielle (T/T-1)*				
						2015				2016
	2011	2012	2013	2014	2015	T1	T2	T3	T4	T1
Inflation	2,1%	2,0%	0,9%	0,5%	0,0%	-0,4%	0,9%	-0,3%	-0,1%	0,4%
SMB (salaire mensuel de base)	2,2%	2,1%	1,7%	1,4%	1,2%	0,5%	0,4%	0,2%	0,2%	-0,5%
Pouvoir d'achat du SMB	0,1%	0,1%	0,8%	0,9%	1,2%	0,9%	-0,6%	0,5%	0,3%	0,9%

Insee, DARES. Lecture : en 2015, l'inflation a été nulle alors que le SMB a augmenté de 1.2%. Le pouvoir d'achat du SMB a ainsi progressé de 1.2%. Champ : secteur privé hors agriculture. Salaires hors primes et heures supplémentaires.

Avec une inflation négative de -0.5% au 1er et une accélération des salaires de 0.4%, le pouvoir d'achat du salaire a progressé de 0.9%. Ceci explique d'ailleurs la progression de la consommation des ménages. Par ailleurs, on peut s'interroger sur l'évolution à court et moyen terme. L'inflation remonte déjà au début du 2e trimestre et devra poursuivre sur cette tendance étant donné la montée des cours du pétrole. L'effet de la politique monétaire sur l'inflation devra également arriver. L'incertitude porte donc sur l'évolution des salaires. Au niveau macroéconomique, la situation économique semble être favorable à la hausse du salaire. En effet, l'amélioration de la marge économique des entreprises et la tendance à la baisse du chômage, bien que cette baisse reste encore très fragile, peuvent être avantageuses aux salaires. Mais au niveau micro-économique, les choses sont un peu plus compliquées. En phase de redémarrage du cycle économique, les entreprises ajustent l'emploi et le temps de travail à la hausse de l'activité tout en essayant de maitriser la masse salariale. Dans cette phase d'inflation de la masse salariale, les chefs d'entreprises sont généralement réticents à l'accélération des salaires. Cela est nettement vrai dans les entreprises à forte intensité de travail comme les services. En revanche, dans l'industrie, l'amélioration de la productivité peut conduire les entreprises du secteur à une meilleure redistribution mais avec le risque de voir le travail s'intensifier si l'emploi n'est pas ajusté à la hausse de la demande.

Hausse du pouvoir d'achat du revenu disponible



Le pouvoir d'achat du revenu disponible (revenu net d'impôt et augmenté des prestations sociales) progresse au 1er trimestre (+0.8%) après son ralentissement (+0.3%) au trimestre précédent. Une hausse qui est due en partie à l'accélération du salaire moyen et à la hausse de l'emploi. Selon les projections de l'INSEE, le pouvoir d'achat devra ralentir à moyen terme (0 à 0.3% par trimestre). Cela aura un impact la consommation qui devra également ralentir au 2e trimestre puis accélère au 3e et 4e trimestre. Selon ces projections, l'amélioration du moral des ménage conduira ces derniers à puiser dans leur épargne en hausse en 2015 pour consommer davantage. Ce scénario peut se réaliser dans l'hypothèse d'une amélioration du marché du travail.

Lexique : le Revenu disponible brut des ménages (RDB) est la somme des revenus incluant les transferts sociaux directs (allocations) et après les prélèvements sociaux et fiscaux (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, CSG, CRDS). Il est qualifié de revenu brut, car il n'est pas déduit de l'amortissement du capital fixe (l'usure des biens immobiliers). Ce revenu est ainsi disponible pour la consommation, l'épargne et l'investissement.

Le tableau ci-après montre l'évolution des salaires moyens par tête (SMPT) et par branche d'activité dans le secteur privé. Ces évolutions tiennent compte des heures supplémentaires et de la modification de la structure des qualifications. Elle intègre également les rémunérations variables (intéressement, primes de fin d'année, etc.).

Au dernier trimestre 2015, le SMPT a augmenté plus vite au SMB (+1.5% contre +1.3%). Une partie de cette différence est liée à la rémunération variable qui semble plus augmenté que le salaire de base. On observe également sur ces données, le rétablissement des salaires dans le bâtiment avec une hausse inédite depuis 2013 (+1.8%).

Salaire moyen par tête (salaire nominal brut, en €, CVS)

	SMPT par mois (moyenne du trimestre)		Variation annuelle (par rapport au trimestre n-1)	
	T3 2015	**T4 2015**	**T3 2015**	**T4 2015**
Total	**2 515**	**2 522**	1,4%	1,5%
Industrie	**2 969**	**2 989**	1,5%	1,9%
BTP	**2 141**	**2 164**	0,9%	1,8%
Tertiaire	**2 449**	**2 454**	1,4%	1,5%
Agriculture, sylviculture	1 909	1 915	0,9%	-0,1%
Industries extractives	2 865	2 894	0,1%	0,9%
Ind. agro-alimentaires	2 277	2 281	1,7%	1,5%
Habillement, textile, cuir	2 390	2 412	1,5%	2,1%
Bois et papier	2 591	2 616	1,6%	2,4%
Cokéfaction, raffinage	4 859	4 978	5,3%	6,6%
Industrie chimique	3 674	3 693	2,0%	2,1%
Industrie pharma.	3 937	3 923	-1,2%	-1,6%
Industrie plastique	2 801	2 818	2,1%	2,4%
Métallurgie	2 726	2 745	1,0%	1,6%
Fab. produits informatique, electr., optiq.	3 892	3 932	1,5%	2,1%
Fab. équipement électriques	3 201	3 225	1,8%	1,9%
Fab. machines et équipements	3 168	3 191	1,7%	2,1%
Fab. matériel de transport	3 537	3 579	1,7%	2,9%
Industrie automobile	3 130	3 156	1,4%	2,2%
Fabrication d'autres matériels de transport	4 084	4 136	1,4%	2,9%
Ind. meuble et réparation machines	2 776	2 794	1,6%	1,9%
Prod. Distrib. électricité, gaz, air conditionné	3 986	3 993	1,7%	1,6%
Prod. distrib. eau. Assainissement	2 430	2 431	0,6%	1,2%
Construction	2 141	2 164	0,9%	1,8%
Construction de bâtiments	2 627	2 664	1,4%	2,9%
Génie civil	2 537	2 563	1,3%	2,1%
Travaux de construction spécialisés	2 015	2 033	0,7%	1,6%
Commerce, réparation auto-moto	2 319	2 319	1,8%	1,5%
Commerce et réparation d'auto. moto.	2 389	2 394	2,1%	1,9%
Commerce de gros	3 109	3 115	1,7%	1,4%
Commerce de détail	1 870	1 873	1,9%	1,8%
Transports et entreposage	2 511	2 516	1,2%	1,2%
Hébergement et restauration	1 705	1 712	1,0%	0,9%
Hébergement	1 965	1 983	1,2%	1,5%
Restauration	1 620	1 624	1,0%	0,8%
Edition et audiovisuel	3 770	3 768	3,0%	2,4%
Télécom.	3 363	3 326	2,1%	-0,4%
Activités informatiques	3 794	3 802	1,8%	1,9%
Activités financières et assurances	3 993	4 003	2,0%	2,3%
Activités immobilières	2 552	2 582	3,0%	3,5%
Activités juridiques, conseil, ingénierie	3 605	3 611	1,4%	1,9%
R&D	3 424	3 427	-1,5%	1,3%
Autres activités scientifiques, techniques	2 726	2 747	3,0%	3,2%
Activités de soutien administratif	1 929	1 924	2,2%	1,5%
Education (établissements privés)	1 868	1 868	-0,3%	-0,1%
Activités pour la santé humaine (privées)	2 199	2 207	1,1%	1,0%
Action sociale, hébergement médico-social	1 621	1 628	1,4%	1,6%
Arts, spectacles et activités récréatives	2 027	2 068	1,3%	1,4%
Autres activités de services	2 010	2 034	1,1%	3,3%
Activités extraterritoriales	4 104	4 101	-1,5%	-1,1%
Associations	1 750	1 758	1,3%	1,5%
Institution sans but lucratif aux services des ménages	1 691	1 701	1,2%	1,7%

Source : Acoss

9. Baisse de la dette publique et du déficit public au 4e trimestre

Niveau de la dette publique au sens de Maastricht en milliards d'euros et en points de PIB

	Niveaux (en milliards d'euros)						Evolution T4 2015 / T3 2015	
	2014 T3	2014 T4	2015T1	2015 T2	2015T3	2015T4	en mds €	en %
Ensemble des administrations publiques	2044,0	2040,3	2091,9	2107,9	2105,7	2096,9	-8,8	-0,4%
En point de PIB (*)	96,0%	95,3%	97,6%	97,8%	97,1%	95,7%	-	-1,4 p
dont: Etat	1609,3	1611,3	1648,5	1673,9	1672,7	1661,2	-11,5	-0,7%
Autres administrations centrales	22,8	22,7	22,1	22,1	22,1	18,9	-3,2	-14,5%
Collectivités locales	183,8	189,5	188,7	187,5	185,9	196,5	10,6	5,7%
SECU	228,1	216,7	232,5	224,4	225,0	220,3	-4,7	-2,1%

Source : Comptes nationaux - INSEE, DGFIP, Banque de France

(*) . Au quatrième trimestre, le PIB utilisé pour exprimer la dette en point de PIB est le PIB annuel en données brutes. Cette mesure n'a pas de strict équivalent en cours d'année : elle est approximée par le cumul du PIB trimestriel en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO) sur les quatre derniers trimestres connus.

Le déficit public s'améliore de 7,6 milliards en 2015

	Solde budgétaire		Dépenses publiques			Recettes		
	en Mds€	en % de PIB	En milliards €	Variation	En % de PIB	En milliards €	Variation	En % de PIB
2010	-135,5	-6,8%	1127,7	2,5%	56,5%	992,2	3,2%	49,7%
2011	-104,9	-5,1%	1151,4	2,1%	55,9%	1046,6	5,5%	50,8%
2012	-100,5	-4,8%	1186,1	3,0%	56,8%	1085,6	3,7%	52,0%
2013	-85,6	-4,0%	1205,4	1,6%	57,0%	1119,9	3,2%	52,9%
2014	-85,0	-4,0%	1226,8	1,8%	57,3%	1141,8	2,0%	53,3%
2015	-77,5	-3,6%	1243,4	1,4%	57,0%	1165,9	2,1%	53,5%
T1 2015	-20,3	-3,7%	309,6	0,5%	57,0%	289,3	0,9%	53,3%
T2 2015	-21,7	-4,0%	312,1	0,8%	57,6%	290,4	0,4%	53,6%
T3 2015	-20,3	-3,7%	311,4	-0,2%	57,0%	291,1	0,2%	53,3%
T4 2015	-15,2	-2,8%	310,3	-0,3%	56,4%	295,2	1,4%	53,6%

Source : Comptes nationaux - INSEE, DGFIP, Banque de France

La dette publique recule de presque 9 milliards, soit -1,4 point de PIB au 4e trimestre. Cette baisse intervient après celle du trimestre précédent (-0,7 point de PIB). Sur l'ensemble de l'année 2015, la dette augmente légèrement de 0,4 point de PIB, soit la plus faible progression depuis 2007. Ce résultat est dû à la baisse du déficit public (au sens de Maastricht) en 2015 de 7,6 milliards. Désormais, il représente 3,5% du PIB alors que le gouvernement s'attendait à 3,8%. Le solde budgétaire brut (sans traitements conformément aux dispositifs de Maastricht) passe en dessous de 3% du PIB. Les recettes fiscales ont progressé plus fortement au 4e trimestre (+4 milliards) alors que les dépenses ont diminué pour le 2e trimestre de suite (-1 milliards après -700 millions). Les transferts courants au profit des administrations - collectivités ont baissé de 2 milliards et les charges de la dette de 300 millions. En revanche, les transferts sociaux ont augmenté de 1 milliard. Côté recettes, l'impôt sur les revenus, le patrimoine et le capital a augmenté de plus de 3 milliards.

Rappel de la trajectoire des finances publiques

	2015 budget	2015 réalisé	2016	2017
Hypothèse de croissance économique	1.0%	1.2%	1.5%	1.5%
Déficit public	3.8%	3.5%	3.3%	2.7%
Dépenses publiques en % du PIB	56.1%	56.8%	55.5%	54.5%
Taux de prélèvements en % du PIB	44.6%	44.5%	44.5%	44.2%

Source : loi de finance de l'année 2015 adoptée le 29 décembre 2014 et le compte rendu du conseil des ministres du 15 avril 2015

INDEX POUR MIEUX COMPRENDRE

Activité économique

Comptes nationaux : une représentation chiffrée de l'économie française. Ils détaillent la répartition de la richesse créée pendant une période entre la consommation, l'investissement, les exportations et les stocks. L'INSEE décline les comptes de la nation par trimestre et par an. Consulter les comptes de la Nation publiés par l'INSEE

Valeur ajoutée : la valeur que l'on ajoute à une matière première ou à un produit semi-fini. Cette valeur correspond ainsi à la richesse qu'un agent productif crée en utilisant un input appelé consommation intermédiaire. En comptabilité, la valeur ajoutée est la différence entre la production et la valeur des consommations intermédiaires. En comptabilité nationale, la somme des valeurs ajoutées correspond au PIB.

PIB (Produit intérieur brut) : la somme des valeurs ajoutées créées dans un pays (une région). C'est aussi la somme des revenus distribués dans ce pays ou encore la somme des dépenses qui y sont effectuées. Le taux de variation du PIB correspond au taux de croissance économique.

Croissance économique : l'évolution de la richesse créée dans un pays (une région) entre deux périodes, généralement un an ou un trimestre. Cette somme de la richesse est mesurée par le PIB, qui est le principal indicateur de la conjoncture économique. Consulter la dernière note d'analyse de la conjoncture de l'INSEE

Déficit public : solde négatif du budget de la nation (différence entre les recettes et les dépenses publiques de l'Etat au sens large, incluant les organismes de la sécurité sociale). Le déficit public au sens de Maastricht est limité à 3% du PIB. C'est l'un des principaux indicateurs que les pays de la zone euro doivent respecter. L'autre principal indicateur est le ratio dette publique/PIB qui ne doit pas dépasser 60%.

Marché du travail

Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi : données mensuelles publiées par Pôle Emploi. Elles sont souvent reprises, à tort, par les médias comme des données sur le chômage. Or, les inscrits à Pôle Emploi ne sont pas tous des chômeurs puisqu'une partie peut avoir un emploi (à temps partiel ou à temps plein), mais qui désire le changer ou le compléter par une autre activité. Consulter les derniers chiffres publiés par la DARES

Chômage au sens du BIT : nombre de personnes sans emploi, qui n'ont pas travaillé ne serait-ce qu'une heure pendant une semaine de référence, qui recherchent activement un emploi et qui sont disponible à reprendre un travail dans les 15 jours. Consulter les derniers chiffres sur le taux de chômage publiés par l'INSEE

Chômage (halo autour du chômage) : c'est la frontière entre le chômage et l'inactivité. Il s'agit des personnes inactives donc non comptabilisées comme chômeurs, mais qui souhaitent travailler. Le plus souvent elles ne recherchent pas du travail parce qu'elles sont découragées ou elles attendent les résultats des démarches antérieures. Parfois elles ne sont pas disponibles immédiatement parce qu'elles sont en formation elles gardent leurs enfants.

Emploi salarié : stock d'emplois de contrats de droit privé (CDI, CDD, contrats aidés). L'évolution de ce stock nous donne les créations (ou les destructions) nettes d'emplois. Les données publiées conjointement par l'INSEE et la DARES sont trimestrielles. Consulter les derniers chiffres de l'emploi publiés par l'INSEE

Emploi total : stock de l'emploi total y compris celui des agents de la fonction publique. Consulter les derniers chiffres publiés par l'INSEE

Intérim : les chiffres de l'intérim sont publiés mensuellement et déclinés par branche d'activité et par région. Son évolution est considérée comme une « indication avancée du marché du travail » du fait de la sensibilité élevée de l'emploi intérimaire à la conjoncture économique. Chiffres de l'intérim sur le site de la DARES

Démographie des entreprises

Créations d'entreprises : nombre d'entreprises créées mensuellement, décliné par secteur d'activité. Consulter les derniers chiffres publiés par l'INSEE

Défaillances d'entreprises : nombre d'entreprises en redressement judiciaire. Les chiffres sont déclinés par activité économique et la taille des entreprises. Consulter les derniers chiffres publiés par la Banque de France **micro-entrepreneur (ex- autoentrepreneur) :** est un régime fiscal et social avantageux pour les personnes physiques souhaitant créer une entreprise individuelle (loi de modernisation de l'économie d'aout 2008 et loi Pinel de juin 2014). Ce statut n'est pas à confondre avec la catégorie « microentreprise » qui est une catégorie statistique utilisée par l'INSEE à des fins d'analyse. Cette catégorie représente les entreprises de moins de 10 salariés et d'un chiffre d'affaires ou un bilan inférieur à 2 millions €.

Rentabilité des entreprises

Marge économique ou Excèdent brut d'exploitation (EBE) : est le résidu de la valeur ajoutée après paiement des salaires, des taxes et cotisations. Cette partie de la valeur non distribuée est en général destinée à financer les investissements et à rémunérer le capital.

Taux de marge économique : rapport entre l'EBE et la valeur ajoutée. C'est l'indicateur de référence pour mesurer la rentabilité économique des entreprises.

CICE (Crédit impôt pour la compétitivité et l'emploi) : réduction d'impôt instaurée en janvier 2013. Elle est égale

à 6% de la somme des salaires bruts inférieurs à 2.5 fois le SMIC. La finalité du CICE est de créer un cercle vertueux entre la compétitivité, le taux de marge, l'investissement et l'emploi.

La productivité : correspond en général à la valeur ajoutée créée par un salarié (rapport entre la valeur ajoutée et l'effectif de l'entreprise). Le taux de marge économique de l'entreprise augmente quand la productivité croît plus vite que les salaires. Inversement, quand la hausse des salaires est supérieure à celle de la productivité, le taux de marge économique baisse.

Investissement

Investissement : au niveau macroéconomique, l'investissement correspond à la FBCF (formation brute du capital fixe) qui mesure le montant des acquisitions d'actifs fixes (équipements, machines, bâtiments, usines, logiciels, etc.). Au niveau de l'entreprise, l'investissement doit être analysé au regard des motivations économiques : augmentation des capacités, modernisation/rationalisation, introduction de nouveaux produits et techniques, économie d'énergie, amélioration des conditions de travail, sécurité, environnement. Enquête d'INSEE sur l'investissement dans l'industrie

Taux d'investissement : rapport entre la FBCF (dépenses d'investissement) et la valeur ajoutée. Autrement dit, c'est la part de la valeur ajoutée consacrée à l'investissement.

Taux d'utilisation des capacités de production : il indique la surcapacité ou la sous-capacité productive d'une entreprise ou d'un pays. Quand il se rapproche de 100%, l'entreprise doit investir et embaucher pour augmenter ses capacités de production. Quand il est trop bas, l'entreprise licencie le personnel ou recourt au chômage partiel.

Salaire et pouvoir d'achat

Inflation : le taux d'inflation correspond à l'évolution généralisée des prix. Il existe plusieurs taux d'inflation : selon la famille des produits, la géographie retenue, la destination finale des produits (produits de consommation, d'investissement, d'exportation, etc.). En général, le taux d'inflation de référence est l'évolution de l'indice général des prix à la consommation hors tabac en France métropolitaine. Consulter le taux d'inflation sur le site de l'INSEE

Pouvoir d'achat : la quantité de biens ou de services que l'on peut acheter par une somme de monnaie (le salaire par exemple). L'évolution du pouvoir d'achat du salaire est obtenue en faisant la différence entre le taux de croissance du salaire nominal et le taux d'inflation. On parle de gains de pouvoir d'achat quand le salaire augmente plus vite que l'inflation. Une perte de pouvoir d'achat décrit la situation contraire.

Salaire moyen : le salaire brut moyen par tête correspond au rapport entre la masse salariale et le nombre de salariés. Cette moyenne est une donnée macroéconomique qui masque les disparités entre les métiers, la taille des entreprises et le temps de travail. Le salaire moyen par tête est publié par branche d'activité économique. Consulter les chiffres de la masse salariale, des salaires et de l'emploi sur le site de l'ACOSS

ORSEU
3 rue Bayard – 59 000 LILLE
Tél : +33 3 20 47 15 24
Fax : +33 3 20 31 91 82
www.orseu.com
E-mail : contact@orseu.com

SAS au capital de 298 080 euros
RCS : 483 777 827 RCS LILLE
Code NAF 7220Z
N° TVA intracommunautaire : FR93483777827